Florence FABERON (dir.), *Laïcité et pluralisme religieux*

Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2018

Olivier Saly-Rousset

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rdr/447>

DOI : 10.4000/rdr.447

ISSN : 2534-7462

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 14 novembre 2019

Pagination : 215-216

ISBN : 979-10-344-0054-6

ISSN : 2493-8637

Référence électronique

Olivier Saly-Rousset, « Florence FABERON (dir.), *Laïcité et pluralisme religieux* », *Revue du droit des religions* [En ligne], 8 | 2019, mis en ligne le 25 novembre 2019, consulté le 21 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rdr/447> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdr.447>

Ce document a été généré automatiquement le 21 novembre 2020.

La *revue du droit des religions* est mise à disposition selon les termes de la Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0.

Florence FABERON (dir.), *Laïcité et pluralisme religieux*

Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2018

Olivier Saly-Rousset

RÉFÉRENCE

Florence FABERON (dir.), *Laïcité et pluralisme religieux*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2018 (Droit et religions), 294 p.

- 1 Cet ouvrage collectif revient sur les liens qui unissent la République à ses membres grâce à la cohésion sociale. Cette dernière se traduit par un projet pluraliste, qui touche aussi aux questions religieuses. Ainsi, « le religieux et le politique sont deux composantes de toute société » (J.-M. Pontier, p. 27).
- 2 Aujourd'hui, la France possède une population et des croyances plurielles. La notion de laïcité est alors employée pour distinguer les pouvoirs religieux et politique : « pour le Conseil d'État, la laïcité est tout à la fois la neutralité de l'État, la liberté religieuse et le respect du pluralisme » (F. Faberon, p. 8). Elle permet la conciliation entre les individus tout en respectant leurs différences. La conception juridique du pluralisme religieux paraît se fonder sur deux principes juridiques complémentaires. L'article 1^{er} de la Constitution prévoit le respect de l'ensemble des croyances, tandis que le Conseil d'État semble considérer que si la République ne reconnaît aucune religion, elle ne doit en méconnaître aucune. Entre ces deux considérations, « l'égalité et la neutralité deviennent les deux modalités de mises en œuvre du principe de pluralisme confessionnel » (M. Philip-Gay, p. 220). Cette coexistence d'une diversité de religions ne présente pas de modèles homogènes sur l'ensemble du territoire français. En attestent les régions d'outre-mer, où le droit des cultes et notamment la laïcité diffèrent selon la collectivité (C. Benelbaz, p. 99). Dans une même perspective, il apparaît qu'à l'échelle internationale, la diversité religieuse n'ait été prise en considération que tardivement. Ce phénomène permet de substituer « une liberté plurielle de croyance, de pensée et de

religion à l'absence de tolérance religieuse qui a longtemps été la règle » (I. Moulier, p. 135).

- 3 La naissance de la laïcité a redéfini les rapports qui existent entre la nation et le religieux au sein des espaces publics et politiques. « L'État trouve en lui-même son principe de légitimité » (J.-F. Boudet, p. 117). Les normes qu'il édicte vont se conformer aux règles constitutionnelles que le peuple aura approuvées. Les phénomènes religieux demeurent cependant politiques. Ils sont publics et visibles par les valeurs qu'ils véhiculent. La laïcité constitue une réponse à la multiplication des croyances au sein d'un même espace public. Dans ces circonstances, les politiques ont tenté de construire une citoyenneté à côté du religieux (J. Bouchet, p. 75). Il est nécessaire pour l'État de considérer l'individu comme un citoyen, mais aussi comme un croyant, ce qui n'avait jamais été fait auparavant. Dorénavant « l'État, ses services et ses agents, est appelé non seulement à connaître le phénomène religieux mais aussi à intervenir dans l'exercice de la pratique religieuse » (C. Marliac, p. 167).
- 4 L'homogénéité religieuse cède désormais la place à la diversité religieuse. Ceci laisse à penser que la laïcité originellement envisagée ne répondrait plus aux attentes de la société actuelle. La revendication d'un pluralisme religieux nécessite la création d'un cadre d'interaction dans lequel les diverses religions coexistent harmonieusement (M.-É. Baudoin, p. 87). Il devient nécessaire d'établir une forme de reconnaissance à l'égard des multiples confessions religieuses. « Mais le prix de cette reconnaissance est la difficulté à accepter des styles de vie religieux perçus comme contraires aux droits de l'homme [...] » (A. Ferrari, p. 130). Pour éviter une interprétation trop partielle de ce que doit être ou non la laïcité, et empêcher la condamnation injuste de certains comportements religieux, il est nécessaire d'établir un dialogue constructif par une jurisprudence constante. L'autorité des décisions rendues à propos des pratiques religieuses représente un gage de la cohérence du système juridictionnel français (N. Danelciuc-Colodrovschi, p. 155).
- 5 Aucune solution durable ne semble cependant pouvoir être apportée. Il apparaît que l'équilibre entre la laïcité et le pluralisme religieux n'est pas figé. Il reste possible de faire prévaloir l'un ou l'autre, selon les circonstances (M. Joyau, p. 286).

AUTEURS

OLIVIER SALY-ROUSSET

Chargé d'enseignement en droit public, Université de Perpignan Via Domitia, Centre du droit économique et du développement (CDED)